

## CONSEIL MUNICIPAL

### SÉANCE DU 27 NOVEMBRE 2014

L'an **DEUX MILLE QUATORZE**  
Le jeudi 27 novembre à 20 heures 30

Le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE**  
Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire  
à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 20 novembre 2014

**PRESENTS :** (14) Mmes Stéphanie BAUDE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Martine GABISON, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES, MM. François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Daniel DEBET, Eric GOUDONNET, Bernard GRIMEE, Emmanuel MOULIN.

**ABSENTS EXCUSES :** (3) MM. Thomas BERLINGER, Christian COUSTAL qui a donné pouvoir à Madame Martine GABISON, Jean-Marie MACEIRA.

**ABSENTS:** (2) Mmes Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE.  
Secrétaire de Séance : Madame Géraldine VIRUMBRALES

#### ORDRE DU JOUR :

##### ➤ FINANCES

- Délibération modificative n° 1 du budget annexe « Transport scolaire »
- Délibération modificative n° 5 du budget principal
- Indemnité de conseil allouée au comptable du Trésor
- Spectacle de Noël offert aux écoles

##### ➤ URBANISME

- Vote du taux de la taxe d'aménagement
- Exonération de la taxe d'aménagement pour les abris de jardin
- Lancement de l'appel d'offres pour réaliser le PAVE

##### ➤ AUTRES POINTS

- Révision des commissions
- Désignation d'un correspondant tempête
- Reprise de concessions en état d'abandon
- Classement de la place Rabut dans le domaine public

##### ➤ QUESTIONS DIVERSES

#### INFORMATIONS DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122.22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Numéro	Objet
D 2014-095	Arrêté portant avancement au grade de rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe
D 2014-096	Arrêté portant avancement au grade d'adjoint du patrimoine de 1 <sup>ère</sup> classe et reclassement indiciaire avec modification de la durée de carrière

D 2014-097	Arrêté réglementant le stationnement et la circulation aux abords immédiats du monument aux morts
D 2014-098	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement sur la rue des écoles
D 2014-099	Arrêté portant attribution d'une indemnité d'administration et de technicité
D 2014-100	Arrêté réglementation l'implantation de poteaux électriques provisoires rue de la Gare et avenue Pierre Dupuy
D 2014-101	Arrêté réglementant la circulation pendant des travaux de manutention Rue de la Gare
D 2014-102	Arrêté réglementant la circulation pendant des travaux de terrassement au lieudit L'Étang sur la rue du 19 mars
D 2014-103	Arrêté du maire de délégation de fonctions et de signature à un adjoint
D 2014-104	Arrêté ordonnant le placement de chiens dangereux

*Le compte rendu de la précédente réunion du 5 novembre est adopté à l'unanimité.*

*Madame le Maire demande que soit rajouté à l'ordre du jour une délibération sur l'instauration de la PVR au lieu-dit « Rabut ».*

*Le conseil municipal accepte à l'unanimité.*

**20141127-01**

**OBJET : DELIBERATION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET ANNEXE « TRANSPORT SCOLAIRE »**

*Madame le Maire informe que le démarreur du véhicule a été changé et qu'afin de maintenir le transport scolaire, elle a loué un véhicule. D'autre part, les pneus ont été changés suite au contrôle technique.*

*Ces dépenses n'étaient pas prévues au budget.*

*Monsieur CADUSSEAU demande des explications sur les crédits inscrits et sur l'enveloppe complémentaire.*

*Madame PICQ informe des dépenses déjà effectuées sur ce budget et elle inscrit une réserve afin de pouvoir assurer le paiement des factures de gazole et autres dépenses à payer avant la fin de l'année.*

Madame le Maire informe que l'article 61551 « Entretien du matériel roulant » doit être approvisionné. En effet, suite à des dépenses imprévues de réparation du véhicule et la location d'un autre en vue d'assurer le transport scolaire, le chapitre 011 « Charges à caractère général » va se trouver en dépassement.

Madame le Maire propose d'inscrire les crédits nécessaires comme suit :

Dépenses de fonctionnement :

- 61551 Entretien du matériel roulant	+ 600 €
- 6135 Locations mobilières	+ 200 €
	<b>+ 800 €</b>

Recettes de fonctionnement :

- 7474 Participation de la commune	+ 800 €
	<b>+ 800 €</b>

Le Conseil Municipal accepte les crédits supplémentaires tels que présentés ci-dessus.

VOTE : Pour : 14      Contre : 0      Abstention : 0

**20141127-02**

**OBJET : DELIBERATION MODIFICATIVE N° 5 DU BUDGET PRINCIPAL**

Madame le Maire informe qu'il convient d'inscrire la participation supplémentaire de la commune au budget « Transport Scolaire » de 800 €.

Madame le Maire propose d'inscrire les crédits nécessaires comme suit :

Dépenses de fonctionnement :

-	657363 Subvention de fonctionnement à caractère général	+ 800 €
-	022 Dépenses imprévues	- 800 €
		0 €

Le Conseil Municipal accepte les virements de crédits tels que présentés ci-dessus.

VOTE : Pour : 14      Contre : 0      Abstention : 0

**20141127-03**

**OBJET : ATTRIBUTION DE L'INDEMNITE DE CONSEIL AU RECEVEUR MUNICIPAL**

Madame BILLIER arrive à la séance et prend donc part aux votes à compter de cette décision.

*Monsieur CADUSSEAU demande si c'est une obligation de payer.*  
*Madame PICQ informe que c'est un usage, le trésorier aide les collectivités dans la préparation des budgets, il conseille tout au long de l'année.*  
*Madame BAUDE demande combien cela revient-il à la collectivité.*  
*Madame PICQ répond environ 600 € par an.*

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1989 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux ;

**DECIDE**

- De demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseil ;
- D'accorder l'indemnité de conseil à taux plein à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014 ;
- Que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Monsieur François ALEJO.

VOTE : Pour : 14      Contre : 0      Abstention : 1 (Bruno CADUSSEAU)

**N° 20141127-04**

**OBJET : SPECTACLE DE NOËL 2014**

*Madame PICQ indique que le budget estimé pour le spectacle de Noël est de 900 €.*  
*Elle informe que les artistes prendront leur repas au restaurant scolaire et qu'Angélo FIORAZZO assura la technique.*  
*Madame GABISON et Monsieur COUSTAL dénoncent le bas prix du spectacle.*

*Madame PICQ informe que le coût est de 1 200 € normalement mais le Théâtre Epicé le baisse à 800 €.*  
*Monsieur MOULIN rappelle qu'en 2013, le spectacle était de 500 €. Il ne trouve pas ce tarif anormal dans la mesure où c'est une association communale subventionnée et qu'Angelo assume en plus la technique.*  
*Madame PICQ répond que ce n'est pas le même spectacle qui est proposé cette année, il est différent, plus long d'où le coût plus élevé.*  
*Madame CHAMBOUNAUD a vu des projets avec des tarifs identiques sur internet.*  
*Madame GABISON informe que le syndicat dénonce ces tarifs. Un artiste doit être rémunéré par rapport à ce qu'il produit. Elle donnera les éléments de légalité.*  
*Madame PICQ indique que depuis des années il y a négociation par rapport au tarif de départ.*  
*Monsieur MOULIN remarque que la commune donne plus que le prix, il y a le prêt de la salle, la mise à disposition du technicien...*  
*Madame PICQ indique que cette année la commune a cherché un spectacle tardivement.*  
*Madame BERLEMONT propose que soit créé un groupe de travail.*  
*Madame BILLIER répond que cela a été proposé en commission des écoles.*

Madame le Maire informe de la proposition de la commission « Ecole, services périscolaires, jeunesse », réunie le 24 septembre, d'offrir comme les années précédentes le spectacle de Noël destiné aux enfants des écoles de Saint-Christoly de Blaye et du SIRP de Génomac/Saugon qui aura lieu le 18 décembre 2014 au VOX. Le Théâtre Epicé présentera son spectacle « Le goût des livres » pour un coût de 800 € pour deux représentations.

Elle informe que le conseil syndical du SIRP de Génomac/Saugon participera à l'achat de ce spectacle au prorata du nombre d'élèves, 220,58 €.

Le Conseil Municipal autorise le Maire à signer la convention de participation financière avec le SIRP de Génomac/Saugon et à effectuer le titre correspondant.

Vote Pour : 13 Contre : 2 (Martine GABISON, Christian COUSTAL) Abstention : 0

**20141127-05**

**OBJET : VOTE DU TAUX de la TAXE D'AMENAGEMENT**

*Madame PICQ informe que le taux de la taxe d'aménagement a été voté en 2011 pour trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 à un taux de 4%.*  
*Elle propose que le taux soit maintenu pour un an et que la commission travaille sur le dossier afin de voir si pour 2016 on module par secteur ou pas.*  
*Madame GABISON demande ce que cela représente.*  
*Madame PICQ répond que cela dépend du nombre de permis de construire déposé, par exemple pour une extension d'une surface de 18 m<sup>2</sup>, la commune perçoit 217 €.*  
*Monsieur MOULIN demande que soit rectifié le projet de délibération qui mentionne une date de fin au 31 décembre 2015, il propose de ne pas mettre de date afin de ne pas créer un vide juridique et de se retrouver à 0 si jamais on oublie de revoter en 2015.*  
*Madame PICQ et les conseillers approuvent.*

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 331-1 et suivants ;

Vu la délibération du 27 octobre 2011 instituant la taxe d'aménagement sur le territoire de la commune ;

Vu la délibération du 27 octobre 2011 fixant le taux de la taxe d'aménagement pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2014 ;

Après discussion, le Conseil Municipal décide d'instituer sur l'ensemble du territoire communal la taxe d'aménagement au taux de 4 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

La délibération du 27 novembre 2014 est reconductible d'année en année sauf renonciation expresse.

VOTE : Pour : 15 Contre : 0 Abstention : 0

**20141127-06**

**OBJET : EXONERATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT POUR LES ABRIS DE JARDIN**

*Madame PICQ informe que même s'il y a exonération de la taxe d'aménagement, cela n'entache en rien l'obligation au pétitionnaire de faire une déclaration.*

*Monsieur MOULIN demande si lorsqu'il y a une déclaration d'urbanisme, cela déclenche une réévaluation de la parcelle cadastrale.*

*Madame PICQ se renseignera sur ce point. Elle précise par ailleurs, qu'à partir de 5 m<sup>2</sup> tout est taxé jusqu'au 31 décembre 2014. La délibération propose d'exonérer les abris dont la superficie est inférieure à 10 m<sup>2</sup>.*

*Monsieur CADUSSEAU interroge le Maire pour savoir si cela représente beaucoup de demandes.*

*Madame PICQ répond que cela ne concerne pas beaucoup de demandes, à partir du moment où il y a une dalle il faut faire une déclaration.*

Madame le Maire informe que la commission « Urbanisme, voirie, accessibilité, assainissement, entretien de bâtiments, entretien du cimetière », réunie le 14 novembre propose d'exonérer de la taxe d'aménagement les abris de jardin d'une superficie maximale de 10m<sup>2</sup> et non attenante à l'habitation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Ceci n'entache en rien l'obligation de déposer une déclaration préalable de travaux par les pétitionnaires.

Le Conseil Municipal décide d'exonérer de la taxe d'aménagement les abris de jardin d'une superficie maximale de 10m<sup>2</sup> et non attenante à l'habitation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

VOTE : Pour : 13      Contre : 0      Abstention : 2 (Martine GABISON, Christian COUSTAL)

**20141127-07**

**OBJET : LANCEMENT de la PROCEDURE ADAPTEE POUR ELABORER LE PLAN DE MISE EN ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS (PAVE)**

*Madame PICQ propose que le Comité de Pilotage soit créé ultérieurement, lorsqu'elle aura sollicité les acteurs locaux et les associations.*

*Monsieur MOULIN constate qu'un cabinet va être choisi pour chercher des solutions.*

*Madame PICQ approuve et constate que le Comité de Pilotage ne peut pas être nommé maintenant.*

*L'Association des Maires de la Gironde a soumis un cahier des charges amendé par la commission.*

*Sont intéressés pour faire partie du Comité de Pilotage : Valérie CHAMBOUNAUD, Stéphanie BAUDE, Valérie BERLEMONT, Emmanuel MOULIN, Eric GOUDONNET et Michèle BILLIER.*

La loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté de personnes handicapées du 11 février 2005 impose aux communes de lancer la réflexion sur la réalisation d'un plan de mise en accessibilité de voirie et des espaces publics (PAVE).

Ce plan doit notamment fixer les dispositions qui permettent de rendre accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement du territoire communal. Il doit mettre en évidence des chaînes de déplacement permettant d'assurer la continuité du cheminement accessible entre les différents secteurs de la commune (équipements, commerces, espaces publics...).

Son élaboration doit être effectuée en concertation avec les acteurs locaux, notamment les associations de personnes handicapées et à mobilité réduite, de parents, de commerçants...

Il est décliné au sein d'un plan d'actions hiérarchisées précisant les conditions de réalisation et d'évaluation de la démarche. Il est approuvé par délibération du conseil municipal.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté de personnes handicapées et notamment son article 45,

Vu le décret n° 2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,

Vu le décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatifs aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,

Vu l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n° 2006-1658,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- Décide l'engagement de la démarche d'élaboration d'un plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics telle qu'elle vient d'être exposée,
- Autorise Madame le Maire à lancer la consultation,
- Approuve la création d'un comité de pilotage qui sera créé ultérieurement,
- Signale à toutes fins utiles que les réunions du comité de pilotage se dérouleront dans une salle communale accessible.

VOTE : Pour : 15      Contre : 0      Abstention : 0

**20141127-08**

**OBJET : REVISION DES COMMISSIONS COMMUNALES**

Madame le Maire rappelle que dans sa séance du 11 avril 2014, le Conseil Municipal a désigné les membres des différentes commissions, modifiées dans sa séance du 7 mai 2014.

Elle informe que :

- Madame Géraldine VIRUMBRALES a émis le souhait d'intégrer les commissions « Voirie, urbanisme, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière, assainissement » et « Développement économique, marchés »,
- Monsieur Jean-Marie MACEIRA souhaite se retirer de la commission « Communication »,
- Monsieur François BERNY émet le souhait d'intégrer la commission « Culture, vie associative, fêtes et cérémonies ».

Madame le Maire propose que les adjoints soient membres d'office dans la commission « Finances – Gestion du personnel ». En effet, ceux-ci travaillent sur les dossiers les concernant et peuvent ainsi apporter toutes les explications nécessaires aux membres de la commission « Finances – Gestion du personnel »

Le Conseil Municipal décide :

- De ne pas avoir recours au vote à bulletin secret pour procéder aux nominations des membres.
- Désigne en son sein les membres de chacune des commissions précitées ainsi qu'il suit :

Intitulé de la commission	Responsable	Membres
Voirie, urbanisme, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière, assainissement	M. Daniel DEBET	Odette ANCELOT, Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Daniel DEBET, Irène FIORAZZO, Eric GOUDONNET, Bernard GRIMEE, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, Géraldine VIRUMBRALES.

Finances, gestion du personnel	Mme Stéphanie BAUDE	Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, Bruno CADUSSEAU, Valérie CHAMBOUNAUD, Christian COUSTAL, Daniel DEBET, Bernard GRIMEE, Emmanuel MOULIN, Géraldine VIRUMBRALES
Développement économique, marchés	M. Bernard GRIMEE	Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Valérie BERLEMONT, François BERNY, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Bernard GRIMEE, Emmanuel MOULIN, Géraldine VIRUMBRALES
Culture, vie associative, fêtes et cérémonies	Mme Valérie BERLEMONT	Odette ANCELOT, Valérie BERLEMONT, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Daniel DEBET, Irène FIORAZZO, Martine GABISON, Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, Géraldine VIRUMBRALES
Communication (journal et site internet)	Mme Géraldine VIRUMBRALES	Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie CHAMBOUNAUD, Christian COUSTAL, Martine GABISON, Emmanuel MOULIN, Géraldine VIRUMBRALES

Les autres commissions restent inchangées.

*Madame PICQ précise que le règlement intérieur peut être amendé si le nombre de délégués dépasse le quota indiqué dans celui-ci. Il devra notamment indiquer que les adjoints font partie d'office de la commission « Finances - Gestion du personnel ».*

VOTE : Pour : 14    Contre : 0    Abstention : 1 (Christian COUSTAL)

**20141127-09**

**OBJET : DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT TEMPETE**

*Monsieur GRIMEE est allé à la réunion formation « Tempête ».*  
*Madame PICQ propose qu'il soit nommé comme correspondant.*  
*Monsieur MOULIN se propose, il l'était au précédent mandat. Il rappelle qu'il connaît les réseaux.*

*Madame PICQ précise que personne n'avait contacté la mairie depuis les élections pour la désignation du correspondant « Tempête ».*

Madame le Maire informe qu'il convient de désigner le correspondant « Tempête » et son suppléant qui seront les seuls chargés avec le Maire en cas d'incident à joindre directement la cellule de crise ERDF ainsi que la cellule en sous-préfecture.

Le correspondant « Tempête » recense et qualifie les incidents grâce aux informations qu'il reçoit des administrés directement ou par l'intermédiaire des élus et du CCAS, en rédigeant une fiche diagnostic qu'il transmet à EDF. Cette coopération permet d'accélérer les réparations.

Il fait le lien avec EDF. Dès qu'il est lui-même renseigné, il transmet ces informations à la population afin qu'elle n'appelle pas EDF dans le but d'éviter de saturer les lignes téléphoniques.

Le Conseil Municipal désigne correspond « Tempête » :

- M. Emmanuel MOULIN, titulaire ;
- M. Bernard GRIMEE, suppléant.

VOTE : Pour : 14      Contre : 0      Abstention : 1 (Bruno CADUSSEAU)

*Madame PICQ demande à Monsieur MOULIN s'il peut se renseigner sur les nombreuses microcoupures depuis quelques temps sur la commune.*

**20141127-10**

**OBJET : REPRISE DES CONCESSIONS FUNERAIRES EN ETAT D'ABANDON**

*Madame PICQ indique qu'il y a beaucoup de tombes à l'abandon. La commune ne pourra pas tout reprendre car cela à un coût, il faut remettre en état et parfois réduire les corps. Cela concerne environ 30 à 40 concessions.*

*Madame GABISON demande sur combien d'années les personnes achètent.*

*Madame PICQ répond qu'aujourd'hui elles achètent pour 30 ans, mais avant c'était perpétuel. Les ayants droits doivent être contactés.*

*Madame GABISON pense que peut-être certains familles ont oublié, ou n'ont pas connaissance d'une concession ici.*

*Madame PICQ rappelle que cette procédure est obligatoire car la commune n'a plus beaucoup de place dans le cimetière. Elle dure environ 3 ans. Elle indique qu'il faudra également établir un règlement du cimetière et prévoir l'accessibilité.*

Madame le Maire informe que la reprise des concessions en état d'abandon est autorisée par les articles L.2223-17, L.2223-18 et R.2223-12 à R.2223-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Elle rappelle que pour qu'une concession funéraire puisse faire l'objet d'une reprise, elle devra remplir trois critères :

- Avoir plus de 30 ans d'existence ;
- La dernière inhumation a dû être effectuée, il y a plus de 10 ans ;
- Etre à l'état d'abandon.

Des panneaux ont été apposés en 2013 sur les concessions dans le cimetière paraissant abandonnées qui ont permis à certaines familles de remettre en état leur caveau. Cependant, il reste encore des concessions manifestement à l'état d'abandon et Madame le Maire propose que soit entreprise une procédure de reprise de concessions.

Le Conseil Municipal autorise le Maire à engager cette procédure.

VOTE : Pour : 15      Contre : 0      Abstention : 0



**20141127-11**

**OBJET : CLASSEMENT DE LA PLACE RABUT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

*Madame PICQ indique que cette délibération fait suite à la vente à la SCI BEAU. La place est cadastrée domaine privé communal et ouverte au public car non clôturée ; elle doit être classée en domaine public.*

*Madame FIORAZZO demande à quoi cela va servir.*

*Madame PICQ répond que la commune ne pourra pas la vendre pour n'importe quoi, cela la préserve.*

*Monsieur MOULIN informe que dans ce cas si la commune la vend elle devra faire une enquête publique et payer le commissaire enquêteur.*

*Madame PICQ informe que le classement des biens en domaine public l'exonère de taxe foncière.*

*Madame CHAMBOUNAUD ne trouve pas ces explications très claires.*

*Madame PICQ indique qu'un emplacement au sol pour une place handicapée va être matérialisé et que cela servira aussi pour le funérarium.*

*Monsieur MOULIN ne trouve pas absurde de faire le parking pour une entreprise qui travaille sur la commune.*

Madame le Maire informe de la signature de la vente avec la SCI BEAU de 610 m<sup>2</sup> de la parcelle AB 172 au Bourg.

Madame le Maire informe qu'il reste 21a20ca de la dite parcelle appartenant à la commune qu'il convient de classer en domaine public.

Le Conseil Municipal classe la parcelle cadastrée AB 172 au Bourg en domaine public communal.

VOTE : Pour : 8      Contre : 0      Abstention : 7 (Valérie CHAMBOUNAUD, Stéphanie BAUDE, Emmanuel MOULIN, Martine GABISON, Christian COUSTAL, Irène FIORAZZO, Bruno CADUSSEAU)

*Monsieur MOULIN explique son vote : il n'a pas assez d'éléments pour prendre part au vote.*

**20141127-12**

**OBJET : INSTAURATION D'UNE PVR AU LIEU-DIT « RABUT »**

*Madame PICQ précise qu'il convient de renforcer le réseau d'eau potable. Elle précise que si un permis de construire est déposé, la commune se doit d'apporter à la parcelle les réseaux. Ainsi, les travaux doivent être prévus et réalisés.*

*Madame BAUDE indique qu'au bout de trois terrains, un même propriétaire est tenu de faire les travaux.*

*Madame PICQ explique que dans cette zone, il s'agit de 4 terrains et des propriétaires différents. La commune devra s'acquitter de la facture d'extension et récupérera au fur et à mesure auprès des propriétaires le montant de la PVR.*

*Madame GABISON demande si cette dépense a été prévue.*

*Madame PICQ répond que non mais qu'elle devra être inscrite au budget 2015.*

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L332-6-1, L332-11-14 et L 332-11-2 ;

Vu la loi « urbanisme et habitat » du 2 juillet 2003 ;

Vu la délibération du 11 mars 2005 instaurant la Participation pour Voie nouvelle et Réseaux (PVR) sur le territoire de la commune de Saint-Christoly de Blaye ;

Considérant que l'implantation de futures constructions au lieu-dit Rabut justifie l'extension et le bouclage du réseau d'adduction d'eau potable pour un coût de 10 523 € HT ;

Considérant que la superficie des terrains, servant de base au calcul de la PVR, est de 7 200 m<sup>2</sup>.

Le Conseil Municipal décide :

- D'engager la réalisation des travaux d'extension et de bouclage du réseau d'adduction d'eau potable pour un coût de 10 523 € HT ;
- Fixe à 10 523 € HT la part du coût de la voie et réseaux mis à la charge des propriétaires fonciers ;
- Fixe le montant de la participation pour voie nouvelle et réseaux, due par mètre carré de terrain nouvellement desservi à 1,46 € le m<sup>2</sup> HT ainsi calculé :
  - Part du coût de la voie mise à la charge des propriétaires fonciers :  
7 200 m<sup>2</sup> x 1,46 € HT
  - Superficie des terrains situés à moins de 80 mètres de la voie

Le montant de la participation est établi en euros constants. Il sera procédé à leur actualisation en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE, lors de l'établissement des titres de recette émis après la délivrance des autorisations d'occuper le sol qui en constituent le fait générateur ou lors de l'établissement des conventions visées à l'article L332-11-2 du code de l'urbanisme.

VOTE :        POUR : 15                    CONTRE : 0                    ABSTENTION : 0

## **QUESTIONS DIVERSES**

### **1°) CDC : réformes des rythmes scolaires**

Madame PICQ donne lecture du courrier de la CDC réceptionné le 26 novembre pour une réponse le 10 décembre pour savoir si la commune souhaite s'engager dans une harmonisation au niveau du canton pour les rythmes scolaires.

Madame CHAMBOUNAUD, déléguée à la CDC à la commission explique que trois options ont été présentées aux élus. L'objectif est que chaque enfant puisse profiter d'activités de qualité quelle que soit la commune dont il est issu.

Madame BAUDE pense que l'harmonisation sera difficile et se demande s'il y aura des animateurs de qualité.

Madame CHAMBOUNAUD précise que la CCB et la CDC du cubzaguais l'ont fait et que cela fonctionne bien. La CCE qui l'avait fait dès la rentrée 2013 a eu des difficultés au départ mais maintenant cela marche bien aussi.

Mesdames BAUDE et PICQ pensent que la démarche de la CDC de Saint-Savin est tardive. Les communes se sont déjà organisées. Dans une démarche d'harmonisation il faudra revoir tous les horaires.

Le conseil municipal n'est pas favorable.

Madame CHAMBOUNAUD informe que la CDC de Saint-Savin réfléchit sur un projet de crèche à la gare à Saint-Yzan de Soudiac ou à proximité.

Monsieur MOULIN s'interroge sur les dépenses salariales et de fonctionnement que cela engendre pour créer des services urbains.

### **2°) Distribution du journal de la CDC**

Madame PICQ informe que le journal de la CDC sera réceptionné le 5 janvier. Elle indique que le journal communal devra être distribué avant la fin de l'année avec l'agenda et l'invitation pour les vœux.

Le journal de la CDC ne pourra pas être distribué cette fois ci, il arrivera trop tard.

### **3°) Centre de soins**

Madame PICQ informe de la mise en place de poteaux pour le branchement du bâtiment.

Monsieur MOULIN demande pourquoi ne pas avoir pris le courant au transfo de l'autre côté.

Monsieur DEBET répond qu'il n'y a pas assez de puissance sur le poste, cela aurait généré des frais complémentaires.

Monsieur MOULIN souhaiterait connaître la superficie du terrain, du bâtiment et le coût.

Madame PICQ informe que ces renseignements sont disponibles au secrétariat. Elle donnera tous ces éléments à la commission des finances du 8 décembre.

#### 4°) Centre de soins : nom définitif

Madame PICQ indique que l'architecte souhaite que lui soit communiqué le nom définitif du centre de soins afin de commander les lettres.

#### 5°) Sécurisation du village

Dossier présenté en commission amendé après entretien avec Monsieur PECHEU du CRD de Blaye. Attendons le retour du bureau d'étude avant de pouvoir signer les conventions.

Monsieur DEBET se renseigne sur les matériaux et prix pour sécuriser le village.

#### 6°) Marche pour le Téléthon

Madame BERLEMONT informe de la marche pour le Téléthon le 6 décembre, départ à 14h30 de la salle Courade. Deux boucles sont proposées (5km ou 10km).

#### 7°) Raticide

Madame PICQ informe que le raticide a été acheté. 4 sachets seront donnés par foyer.

Madame CHAMBOUNAUD indique que l'AGERAD a des cages très efficaces pour les rats.

#### 8°) Rencontre avec la Livenne

Mercredi 26 novembre, Mesdames BELLUE, BERLEMONT et Monsieur GRIMEE ont rencontré le technicien rivière de la Livenne.

Il y avait 1 500 mètres de linéaire et maintenant il y en a plus que 1 175.

Madame PICQ demande si c'est intéressant d'adhérer ou pas pour l'entretien.

Monsieur GRIMEE informe que cela fait plus de 15 ans qu'il n'y a pas eu de travaux.

Madame BERLEMONT indique qu'il est préférable de signer la convention avec la CCE au cas où il y aurait des besoins.

Monsieur GRIMEE informe que cela ne coûte rien de signer la convention, elle permettra d'obtenir des subventions en cas de travaux.

Madame BERLEMONT et Monsieur GRIMEE participeront à la réunion de concertation du 28 novembre.

#### 9°) Madame PICQ informe de l'arrêté préfectoral d'autorisation de défrichement du site pour la carrière GRELIER.

Une convention pourra être signée avec les Ets GRELIER pour respecter l'environnement.

#### 10°) Madame PICQ informe de la réunion pour la station d'épuration le 11 décembre à 14h30.

#### 11°) Madame CHAMBOUNAUD s'étonne de n'avoir pas été informée du recrutement d'un agent en CDD pour la coordination des TAP. De même, pour la recherche d'un adjoint technique pour assurer les marchés du dimanche.

Madame PICQ indique que le recrutement pour les TAP a été envisagé en commission des écoles.

Madame BAUDE informe que la recherche d'un agent pour les dimanches matins a été évoquée en commission Finances.

Madame CHAMBOUNAUD souhaiterait que les élus soient informés des offres publiées par la commune.

Madame PICQ s'excuse auprès des élus car le mail sur la formation « des addictions » du CIAS n'a pas été transféré aux élus par la mairie.

**FIN DE LA SEANCE A 23H15**

La secrétaire de séance,  
Géraldine VIRUMBRALES.

Le Maire,  
Murielle PICQ.